



RÉGIT

Syrie : près de 800 proches de Daech en fuite

par NELLY DIDELOT

Conséquence du chaos provoqué par l'opération turque dans le nord du pays, 785 femmes et enfants de jihadistes étrangers auraient fui dimanche le camp de Aïn Issa. Plus d'une vingtaine de Français y étaient détenus.

C'est le scénario redouté par une partie de la communauté internationale, Européens en tête. Et il aura fallu moins d'une semaine pour qu'il se concrétise. Cinq jours après le début de l'offensive de la Turquie contre les forces kurdes en Syrie, le conflit a atteint les femmes et enfants de jihadistes étrangers détenus dans des camps de réfugiés dans le nord du pays.

Selon les autorités kurdes, 785 membres de familles de l'EI ont fui dimanche du camp d'Aïn Issa, assurant que le camp était désormais « *sans gardes* ». Ce camp accueillait environ 13 000 déplacés, dont 758 membres des familles de l'EI, détenus dans une annexe sécurisée. Les circonstances exactes de cette fuite restent floues. « *L'assaut militaire brutal mené par la Turquie et ses mercenaires se déroule désormais à proximité du camp d'Aïn Issa* », a affirmé dans un communiqué l'administration autonome kurde, dénonçant des bombardements et l'assaut de « *mercenaires* ». Cité par le *Guardian*, un responsable kurde a assuré que certaines prisonnières étrangères s'étaient rebellées, provoquant la fuite des gardes.

« *Les gardes kurdes sont partis précipitamment en disant aux femmes de fuir* », assure de son côté **Marie Dosé**, avocate pénaliste qui représente une quarantaine de femmes françaises de jihadistes, dont certaines se trouvaient à Aïn Issa. Elle a pu échanger avec plusieurs d'entre elles ces dernières heures via l'application WhatsApp. Selon ses informations, sept ou huit femmes françaises, ainsi qu'une quinzaine d'enfants, se trouvaient dans le camp, et seraient désormais « *livrées à elles-mêmes* ». « *Elles sont à pied, avec des bombardements tout près, certaines sont affaiblies, voire très malades. Par qui vont-elles être récupérées ? Dans la région, il y a des cellules dormantes de Daech, s'inquiète l'avocate. Et c'est le long de cette route que des civils kurdes ont été exécutés samedi par des milices pro-turques. Elles ne savent pas si elles doivent se terrer, essayer de trouver refuge dans d'autres camps. C'est la panique complète.* »

« Deux ans qu'on met en garde contre un tel scénario »

Les États européens, la France notamment, se sont très largement défaussés sur les Kurdes, qui gèrent les camps de réfugiés et de prisonniers depuis la guerre contre l'EI. Paris rechigne particulièrement à rapatrier sur le territoire français les femmes de jihadistes, et même les enfants. Depuis le début de l'année, seuls 17 mineurs ont pu quitter les camps du nord de la Syrie pour rentrer en France.

« *Cela fait deux ans qu'on met en garde, mot à mot, contre un tel scénario* », déplore l'avocate Marie Dosé, qui dit avoir contacté à de nombreuses reprises le Quai d'Orsay, sans obtenir la moindre réponse. « *Tout ce que veulent ces femmes, c'est d'aller en Turquie pour être expulsées vers la France. Pas une ne se frotte les mains à l'idée d'être récupérée par Daech. Cette perspective les terrifie* », ajoute-t-elle.

Outre le drame humanitaire qui se profile, l'offensive turque au Kurdistan laisse aussi planer des menaces sécuritaires. Les forces kurdes qui gardent les camps où sont regroupés les jihadistes faits prisonniers après la chute de l'EI pourraient devoir quitter leur poste, pour se joindre aux combats. Le 11 octobre, l'administration du Rojava, le nom donné au Kurdistan syrien, a annoncé que cinq membres de l'EI s'étaient échappés d'une prison après des raids aériens turcs ayant visé les environs.

Le même jour, toujours selon les forces kurdes, des émeutes ont éclaté dans le camp d'al-Hol, où sont regroupés la plupart des anciens combattants jihadistes étrangers et leur famille. Une partie des gardes qui en assurent normalement la sécurité venaient d'être redéployés plus au nord, pour faire face à l'offensive turque. ■